

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

2 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° II-3634

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	100 000	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	100 000
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges	0	0
<b>TOTAUX</b>	100 000	100 000
<b>SOLDE</b>	0	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 100 000 euros de l'action n°04 « Moyens communs » du programme n°215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » vers l'action n°22 « Gestion des crises et des aléas de la production agricole » du programme n°149 « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ».

Amendement d'appel.

La basse plaine de l'Orb, près de Béziers dans l'Hérault, est en danger. En effet, ce ne sont pas moins de 2 800 hectares de terres agricoles et viticoles qui sont menacées par la salinisation toujours plus importante des sols.

Non seulement c'est une catastrophe écologique mais également économique. Tous les acteurs, qu'ils soient agriculteurs, viticulteurs ou gérants de camping sont touchés. Il est d'autant plus urgent de réagir que certaines exploitations ne sont pas reprises lorsqu'un cultivateur part en retraite et que d'autres mettent la clé sous la porte.

Depuis 2021, à Béziers, des solutions sont recherchées et des études coûteuses sont menées notamment sur la possibilité de construire un barrage anti-sel. Or, en l'état, un tel barrage aurait un coût non seulement phénoménal mais en plus, il risque d'être et irréalisable au vu du contexte réglementaire actuel.

Ce barrage est pourtant vital. Dès lors, quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre afin de soutenir la construction du barrage pour que ces terres soient protégées du sel ?